

c/Pel 140/1/2

Le 6 octobre 1960

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 30 septembre 1960 par laquelle vous nous demandez de pourvoir au transport de votre comité.

Tout en comprenant votre désir de retourner rapidement à Elisabethville, je dois vous informer que nous ne pouvons pas donner suite à votre demande. En effet, l'Organisation des Nations Unies au Congo a été chargée d'aider le Gouvernement à rétablir et à maintenir l'ordre public dans le territoire de la République et les avions dont nous disposons sont réservés au transport du personnel civil et militaire de l'ONU en mission officielle.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

J.P. Martin

Adjoint au Représentant spécial  
du Secrétaire général des  
Nations Unies au Congo

Monsieur André Kadim  
55, Itanga  
Leopoldville

C/Pl 140/12

Le 5 octobre 1960

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er octobre 1960 par laquelle vous nous demandez de pourvoir au transport d'un officier de l'armée nationale congolaise.

Tout en comprenant votre désir d'aider cet officier à aller chercher sa famille, je dois vous informer que nous ne pouvons pas donner suite à cette demande. En effet, l'Organisation des Nations Unies au Congo a été chargée d'aider le Gouvernement à rétablir et à maintenir l'ordre public dans le territoire de la République, et les avions dont nous disposons sont réservés au transport du personnel civil et militaire de l'ONU en mission officielle.

Jean-Pierre Martin

Adjoint au Représentant  
spécial du Secrétaire général  
des Nations Unies au Congo

Capitaine D. Yamvwa,  
2 Groupement  
15 Bataillon de Gd  
Etat-Major  
Armée Nationale Congolaise,  
Leopoldville.



c/Pd 140/1/2

Le 5 octobre 1960

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 27 septembre au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Congo, par laquelle vous lui demandez d'enquêter sur le sort de membres de votre famille à Mwene-Ditu Tshitonkoni.

L'inquiétude que vous pouvez ressentir à vous trouver sans nouvelles des vôtres est bien compréhensible et nous aimerions beaucoup être en mesure de donner suite à cette demande. Malheureusement, nous ne pouvons pas, au delà du cadre général de la mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo, qui est d'aider le Gouvernement de la République à rétablir et à maintenir l'ordre public, nous charger de recherches dans l'intérêt des familles.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

J.P. Martin  
Adjoint au Représentant  
spécial du Secrétaire général  
des Nations Unies au Congo

Monsieur Louis Sansa  
B.P. 1283  
Leopoldville I



Alliance des Bakongos

" A.B.A.K.O. "

Secrétariat Provincial

B.P.4.007 Stanleyville

C/Pd 140/2  
Stanleyville, le 21/9/60.-

Mr Liu  
nd  
28/9  
Monsieur le Président du Gouvernement Pr.  
STANLEYVILLE

Monsieur le Président,-

Par ma lettre du 16/9/60, je vous ai signalé les paroles malhonnêtes prononcées par les membres du Gouvernement Provincial, Mr. SABITI François, Ministre au Plan décennal et Mr. ASSUMANI Amissi, à Bruxelles et à la zone annexe.

En ouvrant mon poste radio, après la rédaction de ma lettre, j'ai entendu les paroles ci-après adressées contre les Bakongos par votre Gouvernement.-

1) Les Bakongos ont fêté à la commune Mangobo l'arrestation de Monsieur LUMUMBA.-

2) Les Bakongos tiennent clandestinement leurs réunions à l'Athénée.-

D'après ces phrases d'excitation à la haine raciale je vous fais savoir que ~~vous~~ vous confondiez la signification des mots: race - parti politique - nation et gouvernement. A ma connaissance: une race n'est pas un parti politique et un parti politique n'est une race. Cependant la race en soit est un groupement d'individus ayant un ancêtre commun, un même langage et une même mœurs: exemples: BAKONGO/BANGALA/BALUBA etc...;

Quant au parti politique, celui-ci est groupement de personnes ayant un but précis, bon ou mauvais exemple: M.N.C. ABAKO. P.N.P. etc... Tandis qu'une nation est l'ensemble de plusieurs peuplades n'ayant ni un ancêtre commun ni un même langage ni une même mœurs, se mettent d'accord pour vivre ensemble. D'après leur accord, ces peuplades se choisissent un règlement à assurer en commun, à la tête duquel se trouve un Chef capable de faire respecter le règlement qui devient alors une constitution et les diverses races qui ~~acceptent~~ acceptent cette constitution forment une nation.

Le Gouvernement est l'~~ensemble~~ aménage d'une nation et non la nation qui provient d'un gouvernement et un gouvernement sans opposition devient une dictature

...../???



1) Vous avez parlé à la radio que le Bakongos ont fêté l'arrestation de Monsieur LUMUMBA. Je proteste énergiquement contre ces manoeuvres de haine que vous propagez, le peuple mukongo est chrétien, le peuple mukongo est élevé dans la charité chrétienne et non par la barbarie. Je repète que l'affaire KASA-VUBU/LUMUMBA est une affaire nationale, voir même internationale et non raciale ni tribale comme vous le croyez.

2) Les Bakongos tiennent leurs réunions à l'Athénée, ici, je vous demande de lire consciencieusement ce qui précède et attentivement ce qui suit.

L'Indépendance d'un pays, d'après moi, accorde à tous les citoyens le droit d'égalité, de liberté et de religion en résumé le droit d'opinion publique. Le Congo en excédant à l'Indépendance le 30/6/60 ses enfants ont acquis ces droits. Si non avons-nous encore un autre ? Si oui, nous sommes dans l'égalité d'opinion et quiconque, comme votre Gouvernement qui se fait le porte parole de la propagande officielle, et empêchent les autres citoyens de jouir ces libertés fondamentales comet un crime devant ~~la~~ la nation. Je vous dis ceci pour des raisons ci-après.-

Par l'arrêté ministériel ou Decret du 22/7/60 formulé par le Premier Ministre lui-même, a dissous tous les parti politiques, associations existant jusque là y compris les réunions. Monsieur le Président, vous oubliez qu'une semaine après, vous avez réorganisé la direction du M.N.C. Les personnes que vous n'avez pas trouvées dignes ont été licenciées. Remplacées par d'autres tel que Mr. BANGBALANGA Directeur à la propagande.-

Quoique le premier Bourgmestre, nous repetacette interdiction entre le 22/7 et le 5/9/60, Le M.N.C. a tenu une réunion importante dans le batiment du gouvernement. Réunion par laquelle était décidé de renvoyer dans l'administration toute personne non membre du M.N.C. y compris les chef de secteurs qui sont actuellement remplacés par les éléments du parti. Les illettrés sont même admis à gerer les affaires des pays. Pourvu qu'il soit membre du parti intéressé.

Les résolutions prises à cette réunions, qui était tenu à huis clos ont démontré les arrestations massives et la mises en prison de membres du P.N.P. et d'autres personnes neutres pour tous les partis.-

Je me lève avec force contre la déclaration de Mr. SALAMU faite à la radio stanleyvilloise, selon laquelle, les Bakongos tiennent leurs réunions à la salle d'Athénée, alors qu'aucun mukongo ne fait parti de votre gouvernement. Qui nous a donné les clefs pour y entrer?



Le monde est vieux avec ses ornements, dit un proverbe français, mais ceux qu'ils l'habitent ne sont pas toujours les mêmes et qu'il n'y a pas ~~naissance~~ d'âge dans la sagesse.

D'après ce que je viens de vous dire, je constate que vous mettez la nation en sous de partis politiques et le gouvernement devient nul. Less attaques repetées et les mensonges de vos membres du gouvernement lancés contre nous prouvent que vous désirez faire de Stanleyville une seconde Luluabourg, et nous sommes à subir les sevices et les atrocités comme nos compatriotes du P.N.P. Les Bakongos/Baluba/Bangala ne sont plus de citoyens, bien que des étrangers. Pour cela, je vous demande si constatez que notre présence vous choque dans cette province:

1) Fixez-nous un delai pour fermer nos bagages, y compris nos militaires.

2) Faites inventaire de nos biens que la nation M.N.C. nous rembourssera avant le départ et au comptant, car il n'y a pas un peuple sans patrie ni une patrie sans peuple.

3) Faites venir 6 bateaux dans l'immédiat pour assurer notre depart mais à vos frais. Je suis certain que ceci cimentera l'UNITE du Congo tant souhaitée.-

Nous sommes prêts à avertir tous les partiss politiques de prendre ces mêmes mesures, car tout acte babibare organisé contre les peuple Bakongo/Baluba/Bangala coutera la vie de plusieurs personnes dans votre provinces-

Je vous demande personnellement de faire un examens de conscience et de prendre bonne note de tout ceci car un homme averti en vaut deux.-

A vous lire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mas sentiments patriotiques.-

/Pour l'Alliance des Bakongos/



KIBESI Michel

cc : Mr le Chef d'Etat  
→ Commandant Général O.N.U. Léo  
Commandant troupes O.N.U. Stan  
Chef d'Etat Majors Léo  
Gouvernement Provincial Léo  
A.B.A.K.O. Direction Léo  
Tous les partis politiques.-



19 September 1960

DRAFT by ~~P. Jankowski~~

C/Pol 140/1/2

Dear M. Ndukuma,

I wish to thank you for your letter of 9 September. I am very happy that you appreciate the assistance which the United Nations is extending to your young and beautiful Republic. But the United Nations can only assist you, and in the long run it is you yourselves who will be responsible for the future of your country.

The most important thing for your country now is to stand on its feet economically. It must earn its daily bread. This can only be done if factories, mines, transport, telephone, telegraphs, hospital, schools and all other essential services function well, and if the farmers are allowed to produce food undisturbed. Peace, therefore, and non-violence is an essential condition. The path of violence leads only to the grave. If there is violence there will be bloodshed and suffering and nothing will work.

I have come here, and the whole United Nations military and civilian staff is here, to help you maintain law and order until you can do it yourselves, and to help you run industries, agriculture, communications and all that is needed for your present welfare and for creating a basis for a successful future development of the Congo. However, I have not come here to run your country, for this you must do yourselves. For this reason I cannot make myself your representative in the Security Council because you, as an independent nation, can only be represented by your own Government. It is for that reason also that I cannot respond to your suggestion for the convocation by the United Nations of a national meeting. This again is something that only you yourselves can do. Lastly, it is for this reason that I have no comment to make regarding your views on what the Government should be and what should be its policy. That is something that the Congolese must decide by themselves.



Let me say in conclusion that the future of the country depends on the earnestness with which you, the Congolese nation will put yourselves to work and on the cooperation that you extend to United Nations soldiers and civilians. They have come to help you maintain law and peace and to help you develop your natural riches and earn your bread. Their wish is to train the Congolese themselves to become specialists in the many skills required to keep the nation wealthy and happy.



République du Congo,

Seke-Lolo, le 9/9/60

Monsieur le Représentant Général de l'ONU  
au

C O N G O.

2/10/140/1/2

Monsieur,

Nous, Jeunes Nationalistes Congolais, avons constaté, après avoir effectué, à travers notre pays, une tournée d'information que la situation est extrêmement très critique et devient de plus en plus très dangereuse.

Vous savez, Monsieur le Représentant, que rien ne sert dans un pays si grand comme le nôtre où il y a plus de 52 tribus parlant les dialectes différentes et ayant aussi une soixantaines de partis politiques puisse être gouverner suivant les prérogatives d'un seul élément ou par les hommes prétentieux qui ne veulent pas travailler en collaboration avec les autres.

Le Congo, comme nous pouvons le dire franchement, possède dans son sein, des tribus qui, avant l'arrivée de nos civilisateurs, possédaient une formation politique et administrative identiquement comme celle que nos civilisateurs sont venus nous enseigner. Ces régions ou plutôt ces tribus ne peuvent en aucun cas admettre l'introduction dans leur pays d'un régime qui est pour elles très difficile à s'adapter.

Après avoir eu des nombreux contacts avec des différents groupes des Jeunes à travers notre Jeune République du Congo, nous pouvons vous affirmer que nos démarches ont abouties à une prise de position commune.

En effet, nous vous prions de rendre public notre prise de position et vous prie également d'être notre interprète auprès de l'organisation de Nations Unies et plus spécialement au Conseil de Sécurité pour faire entendre notre voix.

Tous ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, nous les avons élus NOUS. Si nous la population désapprouvons leur action, ils n'ont pas le temps de se faire assoire au pouvoir par leur force.

A tous ceux qui sont au pouvoir à partir de Députés et Sénateurs ainsi que les membres du gouvernement, nous leur avons demandé de choisir parmi les élus un homme capable et sage pour surveiller le pays et ce sera le seul homme à qui nous tous devons du respect. Cet homme, suivant la Loi Fondamentale en son article 22 et 17, nous lui avons confié tous les pouvoirs de révoquer ou de faire changer un gouvernement au pouvoir qui ne travaille pas pour l'intérêt de la masse. Cet homme étant notre papa, le fils aîné n'a pas aucun pouvoir de destituer notre papa de son droit légitime de père de famille.

...../.....



....//....

Nous n'avons obligé aucun élu de faire confiance à cet homme. Si nos élus ont librement choisi le Président KASA-VUBU ce que ils l'ont pris comme quelque confiance. A notre tour, nous avons également approuvé cette décision.

Mais voilà l'enfant aîné, comme il le fait chaque fois, il cherche à nous imposer sa politique volé de l'Est. Nous refusons du communisme. L'enfant aîné fait venir au Congo des camions et avions de l'URSS sans que ses collègues soient au courant. L'enfant aîné fait organiser de lutte fratricides sans que ses collègues soient au courant. Notre pays est devenu le champ des chômeurs, le champ de bataille, le champ d'essai des engins Russes. Nous repoussons avec fermeté les méthodes de gouverner que veut introduire l'enfant aîné au Congo. Nous demandons à notre Papa de retirer le pouvoir à cet enfant gâté qui ne pense qu'à ses propres intérêts. A cet effet, nous prenons les positions suivantes:

- 1°- La décision du Chef d'Etat (Papa) revoquant le Premier Ministre LUMUMBA (Enfant aîné) de ses fonctions du Chef de Gouvernement est sincère et soutenue par l'Union des Jeunes Observateurs Nationalistes de la République du Congo.
- 2°- Désapprouvons l'attitude de l'URSS de s'ingérer dans les affaires intérieures du Congo pour chercher le moyen de faire du Congo un pays communiste.
- 3°- Attirons l'attention des pays africains satellites de l'URSS d'être les médianes pour introduire au Congo le régime communisme.
- 4°- Soutenons le Chef d'Etat Monsieur Joseph KASA-VUBU pour sa bonne politique et sa vigilance afin d'empêcher l'introduction du communisme au Congo.
- 5°- Condamnons énergiquement tous pays qui désapprouvent la décision prise par le Chef d'Etat revoquant le Premier Ministre de ses fonctions.
- 6°- Désapprouvons également l'attitude du Ghana d'envoyer au Congo par l'appel de LUMUMBA ses émissaires pour venir régler les différents opposant le Chef d'Etat et l'ex-premier Ministre. Cela montre de plus le Ghana est le pays qui joue la médiane pour l'introduction du régime communisme au Congo.
- 7°- Afin de trouver une solution de pacification des esprits entre les différentes tribus, il est très nécessaire que l'organisation des ~~Etat~~ Nations Unies convoque une réunion de tous les représentants Ethniques et partis politiques pour confronter leurs points de vus.
- 8°- Demandons à l'ONU de continuer son action de protection des personnes et leurs biens aussi long-temps que la paix n'est pas encore rétablie au Congo.
- 9°- Méconnaissons à partir d'aujourd'hui le gouvernement dirigé par LUMUMBA et prenons en considération le Gouvernement ILEO.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Représentant, l'expression de notre haute considération très distinguée.-

LUKAU Maurice

MULUMBA Joseph

Pour les J.O.N.C.  
NDUKUMA David

MUNGBAGABI Alexis



L'UNION DES JEUNES NATIONALISTES CONGOLAIS

Le Groupe d'Observateurs de l'Union des Jeunes Nationalistes Congolais est composé:

1°- ABAKO	représenté par	LUKAU Maurice
2°- ABAZI	"	KODOKO Romain
3°- ABATE	"	M'BU Elias
4°- CONAKAT	"	NAMUIILA Jérôme
5°- PUNA	"	NDUKUMA David
6°- LUKA	"	KINKI David
7°- MNC-K	"	MULUMBA Joseph
8°- CEREAL	"	MUNGBAGABI Aléxis
9°- UNIMO	"	BOKETETE André Ilère
10°- R.D.L.K.	"	MBOKELA Ignace
11°- UNION-CONGOLAISE	"	MBUYI Dieudonné

Après la tournée, fait à Seke-Lolo

le 9/9/1960

Sé Le Secrétaire

NDUKUMA D.-





c/Pol 140/1/2

Matadi, le 29 Août 1960.-

Messieurs,

Aux noms de tous les travailleurs de la route Matadi-Inga, que nous vous avons écrit cette lettre pour vous informer que: La situation économique des travailleurs de la Ruinga Matadi devient intenable, près de mille travailleurs.-

La plupart de ces travailleurs sont des mariés avec des enfants, comment faut-ils vivre dans nos foyer comme vous ignorez de nous ?

Personnels européens Ruinga présent sont prêt à recommencer immédiatement les travaux aussitôt qu'ils reçoivent les dispositions du gouvernement.-

Aux Travaux Publics de Matadi il n y a pas d'Ingenieur et des Surveillants, voudriez vous nous envoyer urgence d'Ingenieur et des Surveillants pour T.P Matadi.-

Veuillez Agréer Messieurs l'assurance de nos considérations distinguées.-

Copie Mr le Président de la République.  
Copie Mr le Premier Ministre.  
Copie Mr le Ministre du Travail.  
Copie Mr le Ministre du Travaux Publics.  
Copie Office des Nations Unies. Building " Le Royal " Leopoldville.  
Copie Travaux Publics Province de Leopoldville.  
Copie Mr l'Administrateur de Territoire Matadi.

Aux noms de tous les travailleurs de la route Matadi-Inga.-

Welo Jacques	Meyengo Norbert	Mwenge Raphaël
Rhismhio Jey	Nsubani Ebonaro	Jean Modèle
Habiala Haujice	Kiezi Samuel	Camba Simon
Nxiki Richard	Kavungu Albert	Kathunge
Konde Sylvain	KINDU SATSON	Jany
Mzati Prosper	Eumunga Ancho	Janill
Kapo J. J. Jany	Giulbi Edouard	Maif
Jany	Jany	
Jean Luchaka	Nsompé Léptin	Joseph Pasi Sabala
Esava Joachim	Ndumula - Joseph	Eutonda Edouard
Malunga Jean		
Bukasa Moïse		



Taitai Limba

Olucina Henri

Kumba Michel

Banda Renee

MAMBO SA

Kiablina Felie

MBu Ku Jacques

Kodia Pierre

Masikini Pierre

~~MAMBO~~  
298-

Kutshi Michel

~~Aluthi~~

Bambi Raymond

Maramba Alhuse

Lodabalo Tougan

Fondi Touis



14 0/1/2

19 August

0

Chief of Staff

R. J. Bunche

Policy regarding feeding and medical treatment of  
Congolese troops and civilians

I have your memorandum of 16 August on this subject and am in general agreement with the position you are proposing.

Specifically, you may take the matter up with the Governmental authorities on the following assumptions :

- The Congolese authorities to be made responsible for the above-mentioned services.
- The Congolese authorities to inform their armed forces not to request the supplies mentioned from ONUC.
- The Civilian Relief Organization to be made responsible for supplies and treatment, if the Congolese authorities are not able to do so.

While I believe these assumptions should be the basis of your discussions and agreement with the Government, I know there will be some emergency situations in which your local commanding officers will have to exercise their judgment in meeting emergency needs, particularly in the medical field.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER - OFFICE MEMORANDUM

HQ ONUC 1726-1 (LOGS)

140/112 ✓  
16 August 1960

TO : The Special Representative of the Secretary General  
FROM : Chief of Staff  
SUBJECT : Policy regarding feeding and medical treatment of  
Congolese troops and civilians

1. It has been reported to this HQ that ONUC units have on several occasions been asked to supply the Congolese National Army with food, medical supplies and POL. In some cases our units have felt it necessary to share their rations with Congolese troops because the latter were totally out of food. It has also appeared necessary for our units to give medical treatment to Congolese troops and civilians and to support them with medical supplies.

2. As regards the consequences, I would recommend that ONUC should not be made responsible for -

- (a) Feeding Congolese troops with ONUC rations;
- (b) Medical treatment of civilians or Congolese troops by ONUC doctors; and
- (c) Supplying Congolese troops with medical supplies.

3. I suggest that the matter be taken up with the governmental authorities on the following assumptions:

- The Congolese authorities to be made responsible for the above mentioned services
- The Congolese authorities to inform their armed forces not to request the supplies mentioned from ONUC
- The Civilian Relief Organization to be made responsible for supplies and treatment if the Congolese authorities are not able to do so.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Iyassu Kuyeshu', is written over a horizontal line.

(Brig-Gen IYASSU)  
Chief of Staff



C/Ad 140/1/2

COPIE

Le 14 août 1960

Monsieur le Commissaire,

J'ai retardé ma réponse à votre lettre jusqu'à ce que nous ayons des troupes de l'ONU à Elisabethville. Je leur ai maintenant donné des instructions pour se mettre en contact avec votre femme et de prendre des dispositions aussi rapidement que possible pour qu'elle soit ramenée à Léopoldville sur un avion de l'ONU. J'essayerai de vous faire savoir à l'avance le jour et l'heure de son arrivée.

Veillez agréer, Monsieur le Commissaire, l'expression de mes sentiments très distingués.

Ralph J. Bunche  
Représentant spécial du  
Secrétaire général

Monsieur J. Sendwe  
Commissaire d'Etat pour le Katanga  
République du Congo  
Léopoldville



C/Pol 140/1/2

Léopoldville, le 9 août 1960

Monsieur le Président,

Me référant à votre lettre du 8 août 1960 et à nos entretiens des 7 et 8 août, j'ai l'honneur de vous informer que des instructions ont été données aux troupes de l'ONU pour qu'elles assurent, dans la mesure du possible, la protection des réfugiés baluba durant leur évacuation de Luluabourg vers le territoire de Bakwanga. Il est bien entendu qu'il appartiendra aux leaders locaux d'organiser l'évacuation en question et que, dans chaque cas, les troupes de l'ONU n'accorderont leur protection que sur demande expresse.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Ralph J. Bunche  
Représentant spécial du  
Secrétaire général

Son Excellence  
Monsieur J. Iléo  
Président du Sénat  
République du Congo  
Léopoldville

*Au Corps -*  
393 & 757



*"A" 4/Pol 1406/12* ✓  
Léopoldville, le 8 août 1960.

*Copy to COS  
who has instructed  
Tubiana Bde BTR*

Monsieur le Secrétaire  
de l'Organisation des Nations Unies  
en mission au Congo  
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur de vous informer que les réfugiés Baluba et autres habitant Luluabourg et d'autres régions Lulua au Kasai m'ont demandé avec insistance que l'évacuation dans leurs régions, se poursuive dans des conditions qui assurent la sécurité de leur vie.

Je vous serais obligé de bien vouloir mettre des soldats de l'O.N.U. à la disposition de ces réfugiés, d'abord en vue d'assurer leur sécurité là où ils se trouvent encore, c'est-à-dire à Luluabourg et dans les autres régions Lulua, ensuite en vue d'assurer leur sécurité pendant l'évacuation c'est-à-dire depuis le lieu de départ jusqu'au moment où ils atteignent les régions où ils sont en sécurité, en l'occurrence le territoire de Bakwanga. Pour gouverner, je vous informe que l'évacuation de ces réfugiés se fait par train et par camions.

Etant donné la gravité de la situation au Kasai, je me permets de vous demander avec insistance que ces mesures soient prises immédiatement.

Je vous en remercie bien sincèrement à l'avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma haute considération.

*J. Ileo*  
J. ILEO

PRESIDENT DU SENAT



file

Leopoldville, le 8 août 1960.

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint  
de l' O.N.U.  
LEOPOLOVILLE.

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous soussignés, petits fils de WUMBA Graça, propriétaire de terre de Lukala, venons par la présente, porter à votre connaissance que l'affaire de ces dits propriétaires avec la Cico ne constitue nullement une provocation des troubles mais bien une revendication des droits. Ceux-ci ayant été bien définis dans nos lettres respectivement du 21 juillet et 7 août 1960 dont copies ci-jointes.-

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de notre entier et profond hommage de reconnaissance.

KILBANGI Jérôme, ZOWA Joseph, MUKANA Alex.

(absent)

KAVUA Jean

KAVUA Basile

Cc. à Monsieur le Vice-Président Provincial  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Monsieur l'Administrateur à Thysville  
Comité de Défenses des Intérêts Economiques du Bas-Congo  
Monsieur le Représentant de l'O.N.U. à Lukala.



Léopoldville, le 7 août 1960.-

Monsieur le Directeur  
SOCIETE DES CEMENTS DU CONGO  
CICO - LUKALA

Monsieur le Directeur,

Revenant à notre lettre recommandée du 21 juillet 1960, concernant nos revendications :

- Etant donné la réouverture de votre usine avant que les négociations sollicitées puissent intervenir avec les Chefs de terre,
- Etant donné notre qualité de Chefs de terre,
- Etant donné qu'au cours d'une réunion que vous avez tenue à Léopoldville, samedi 6 août 1960 avec les délégués de la Cico-Lukala, notre représentation fût écartée,
- Considérant que la Cico manifeste une mauvaise foi, la sourde d'oreilles, à notre qualité de Chefs de terre,

Nous vous confirmons ci-dessous les résolutions que nous avons arrêtées à cette occasion :

1° Nous vous interdisons dès réception de la présente, l'extraction de toutes les carrières existantes dans la circonscription de Lukala relevant notre domaine.

2° Nous vous interdisons également l'extraction de l'argile aux mêmes titre et conditions que les carrières.

3° Nous vous interdisons formellement l'emploi de toutes les matières premières émanant de notre patelin pouvant être utilisées à la fabrication du ciment.

Nous attirons votre plus grande attention sur le fait que l'inobservation de ces résolutions peuvent entraîner des conséquences graves.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération très distinguée.-

LES CHEFS DE TERRE KIMIALA/KINGU/VUZI

SILU Daniel

MAKUTA André

POTA Antoine

WUMBA Graga

MAVUANGI Aaron

KATUMONA André

Les ascendants

MALAZIA Alexandre

KIMBANGI Jérôme

ZCHA Joseph

MUKANA Alexandre

KANZA Jean

KAVUA Basile

KAULU Emanuel

Cc. à Monsieur le Vice-Président Provincial  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Cico à Léopoldville  
Cico à Bruxelles  
Comité de Défense des Intérêts Economiques du Bas Congo  
Monsieur l'Administrateur Territorial à Thysville



ADRESSE :  
KANZA JEAN BAPTISTE  
B.P. 7061  
LEOPOLVILLE I

Lukala, le 21 juillet 1960.-

SOCIETE DES CEMENTS DU CONGO  
13, Rue de Bréderode, 13

BRUXELLES

Messieurs,

Vu les circonstances actuelles et devant l'accession du Congo à son Indépendance, nous nous empressons de vous adresser la présente pour obtenir de vous une mise au point en ce qui concerne l'exploitation de l'usine de Lukala.-

Attendu que nous sommes les Chefs légitimes de la terre Kimiala dont relève la circonscription de Lukala,

Attendu qu'ayant connaissance de source bien informée que M. et Mme Nisot, MM. Folie et Verpoort, pionniers pour l'édification de cette usine, n'avaient pas acheté cette terre qui vous a permis d'enregistrer des milliards de francs depuis son existence, que dès lors aucun dédit ne vous a été porté en compte du chef de location de ce terrain,

Attendu que jusqu'à présent aucun de notre membre de famille/fait ne partie de votre personnel,

Attendu qu'il est dès lors de bon droit que nous puissions participer dans l'exploitation de cette usine et faire venir ainsi, par le canal du Gouvernement Congolais, des techniciens européens capables de faire fonctionner l'usine,

Attendu que l'usine de Lubudi est, à l'heure actuelle, reprise par les Chefs de terre au même titre que nous,

nous vous invitons de nous envoyer à Lukala et à bref délai un délégué Cico en vue de négocier avec lui, en présence des membres du Gouvernement Congolais, le refonctionnement de l'usine sous notre Direction avec assistance bien entendu des techniciens européens et de quelques anciens de vos employés réfugiés en Angola.-

Dans l'attente de vous lire par retour du courrier, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.-

LES CHEFS DE TERRE KIMIALA - VUZI,

Pour Maman WUMBA à Kingu et le fils MAKUTA André à Kimiala,

Les Ascendants,

KIDIMBU ANDRE,

KAVUA BASILE,

MATUMONA-MUUNU Alphonse, KANZA Jean B.

cc. Monsieur le Vice-Président Provincial  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Cico Léopoldville  
Territoire des Cataractes Thysville



*c/Pol 140/1/2  
Gange ro ash cox  
to Hilo a vne.*

Léopoldville, le 1er août 1960.-

*Urgent.*

Monsieur le Docteur Bunche,

J'ai l'honneur de vous demander si vous ne pourriez pas s'il vous sera possible de m'amener mon épouse ILUNGA Agés (seule), celle-ci habite avenue MANIEMA 960, Commune Elisabeth à ELISABETHVILLE. Etant mère de 8 enfants je n'ai plus de nouvelles d'elle d'il y a plus de quatre semaines. Invité actuellement par le Gouvernement Américain à visiter les U.S.A. j'aimerais l'indiquer la situation familiale.

Ayez la bonté de m'excuser Monsieur le Docteur, d'avoir vous embêter avec cette question.

Je ne fais pas l'obligation mais je demande si vous pourriez le faire et je vous saurais respectueusement gré. *Il ne sera plus nécessaire après le 5/8/60 de la faire venir. Pour qu'elle ne soit surprise j'ajoute une lettre pour elle.*

Le Commissaire d'Etat pour le  
Katanga



SENDWE J.